

ARRÊTÉ n° 56-2023

PERMISSION DE VOIRIE

Le Maire de POCE-LES-BOIS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire, L 2213-1 et suivants sur la police de circulation ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2122 alinéas 1, 2, 3 et L2125 alinéas 1, 3, 4, 5, 6 relatifs à l'utilisation du domaine public ;
Vu la demande en date du 30 octobre 2023 de l'entreprise de la SARL TLTP – M Thierry LEMÉE, sollicitant une permission de voirie en vue de réaliser des travaux de génie civil pour l'installation de colonnes semi-enterrées (bornes d'apports volontaires).

ARRÊTE :

Article 1^{er} : - Une autorisation d'occuper le domaine public pour des travaux de génie civil pour la pose future de colonnes semi-enterrées est délivrée aux emplacements suivants : « **Parking de la Mairie, Parking allée de la croix, Rue du Maine, Rue du Bignon, Allée de Touraine, Rue du Fief Julien** » pour la journée du mercredi 8 novembre 2023.

Article 2 : - La SARL TLTP est autorisée à déposer sur les dépendances de l'accotement, les matériaux et matériels spécifiés à sa demande sous réserve de ne pas empiéter sur la voie afin de laisser l'accès aux véhicules et au car scolaire pour une durée n'excédant pas la date de validation de cette autorisation.

Ils doivent être disposés de manière à ne jamais entraver le libre écoulement des eaux et accès aux installations de sécurité ou de protection civile. **Ils doivent être signalés pendant le jour.** Ce dépôt ne pourra être maintenu au-delà de la durée des travaux.

Article 3 : - La SARL TLTP devra respecter **les règles de signalisation de chantiers** en vigueur.

Article 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la commune de Pocé-les-Bois que des tiers, des désordres de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Il reste responsable de ces éventuels désordres en cas de cession non autorisée de ses installations.

Article 5 : Au terme de l'occupation, le pétitionnaire s'engage à remettre les lieux en état.

Article 6 : Le présent arrêté doit être **affiché en permanence** sur le chantier.

A Pocé-les-Bois, le 7 novembre 2023

M le Maire,
Frédéric MARTIN

